

Relevé des interventions des membres du CN des 18 et 19 mars 2022

Ce relevé est susceptible de modifications si de nouvelles interventions nous parviennent prochainement.

Stéphanie Gwizdak – Hauts-de-Seine

Sur la question de l'Ukraine, nous savons tous qu'il faut peser chaque mot que nous adressons à une population que l'on prépare par ailleurs à la guerre – vues les déclarations de Macron au soir même du 24 février – préparons-nous à une guerre longue » - ou de Le Maire – « nous devons mener une guerre totale contre la Russie ».

C'est pour ça que je suis extrêmement surprise de la teneur de la première partie de ce communiqué qui pourrait laisser penser que nous surfons sur la vague de l'opinion au lieu d'apporter des éléments de compréhension.

La suite du communiqué ainsi que l'introduction d'Igor me semblent mieux apporter des éléments de compréhension susceptibles d'amener à une réflexion globale et à la paix, en rétablissant une image géopolitique plus juste. La suite de mon propos concerne donc la première partie de la déclaration.

En effet, si nous sommes TOUS d'accord pour condamner l'invasion Russe, la première partie du texte participe à mon sens à une confusion ambiante qui n'est pas souhaitable si on veut construire dans la population un mouvement pour la paix : à sa lecture, on pourrait en effet croire que ce sont les russes qui sont coupables des 15 000 morts dans le Donbass. Dans la première phrase, on ne mentionne pas le « prétexte » de l'installation de bases de l'OTAN aux portes de la Russie ; dans le discours du 21 février, mentionné par le texte, et que j'ai du coup pris le temps d'écouter, je n'entends pas moi, de projet qui consisterait à engloutir l'Ukraine (il y a peut-être cependant d'autres interventions le mentionnant, je ne comprends malheureusement pas le russe). Par contre j'y entends des explications très claires qui ne laissent pas de « flou » sur les raisons avancées par Poutine (encore une fois je ne suis pas la télévision russe tous les soirs certaines déclarations ont pu m'échapper) : installations de bases militaires de l'Otan aux portes de la Russie avec les premières grandes villes russes à quelques minutes de tir, non respects des traités signés, dont certains – accords de Minsk -que 'la France était responsable de faire respecter, protection des russophones aux prises avec les groupuscules fascistes.

Mais je crois que tous ici nous avons conscience que le conflit Russie Ukraine ne se résume pas à un grand méchant Poutine- et je le dis en ayant tout à fait conscience que Poutine est néolibéral extrêmement hostile aux communistes- face aux oies blanches occidentales.

Alors ne laissons pas le croire, d'autant que nous ne dévoilerions pas de grands secrets, les opérations états-uniennes sont tout à fait bien développées dans un best seller, - « le grand échiquier », -de Zbigniew Brzezinski. Conseiller à la sécurité de Jimmy Carter et artisan majeur de la politique extérieure États-unienne depuis. Et qu'importe les conséquences pour l'Europe. Russie et Europe exsangues de la guerre, c'est encore eux qui rafleront la mise.

D'autant pour finir que notre discours serait complètement incompréhensible : comment négocier avec un fou furieux ?

Pour la suite du document, peut être gagnerions nous à avancer une analyse communiste des raisons des guerres capitalistes et que les peuples en sont les premières victimes (et l'avenir noir de l'Europe si nous devons entrer en guerre). Nous gagnerions peut-être à interroger les allers et venues de Zélinisky en particulier au parlement allemand pour leur demander de reprendre leur « rôle de leader en Europe » et le réarmement allemand. De repenser la question de la souveraineté des pays pris dans des logiques de blocs où les pays des alliances ressemblent plus à des vassaux obéissants qu'à des pairs égaux, débattre de la souveraineté de la France, débattre de la place du peuple Russe en Europe ;

On ne badine pas avec la géopolitique. On ne peut vouloir affirmer l'identité du projet communiste et se ranger avec la classe dominante dès qu'elle s'exprime (mais encore une fois la suite du communiqué me convient).

Il faut absolument à mon sens reprendre cette première partie, et pourquoi pas écouter ce qu'ont à dire nos camarades ukrainiens et russes.
Je crois que nous le devons bien à nos camarades d'Odessa.

Jean-Pierre Meyer – Var – *Non communiquée*

Lydia Samarbakhsh – Paris

Intervention Lydia Samarbakhsh, membre du CEN, chargée de l'International
Guerre en Ukraine, l'urgence d'un cessez-le-feu et de la construction dans le même élan d'un immense mouvement populaire pour la paix et pour un nouvel ordre international
J'aimerais d'abord saluer les militant·e·s et élu·e·s communistes qui, dans le feu de la campagne présidentielle, se sont mobilisé·e·s en nombre dès le 24 février contre la guerre en Ukraine, en solidarité avec le peuple ukrainien et tous les réfugié·e·s. C'est un mouvement remarquable qui va être déterminant dans la construction d'un large mouvement pour la paix en France et en Europe. De même que je salue le rôle du journal l'Humanité, en particulier depuis le déclenchement de la guerre en Ukraine avec le travail réalisé par ses envoyés spéciaux Vadim Kamenka, Emmanuelle Chaze et Pierre Barbancey, pour faire connaître la réalité terrible de ce conflit et faire entendre les voix des populations assiégées, des réfugié·e·s et des forces de la paix.

Je ne reprends pas ici les éléments donnés par Igor dans son rapport et auxquels je souscris ni ceux qui figurent dans la proposition de déclaration que nous discuterons et voterons, et j'aimerais pousser le débat entre nous sur le troisième point soulevé par lui s'agissant de la guerre (« changer de mondialisation économique »).

Je sou mets donc quelques idées au débat – qui doit nous aider à envisager tous les cas de figure d'évolution de la situation et à prendre les meilleures décisions de direction pour que le Parti joue un rôle significatif permettant l'obtention d'un cessez-le-feu et l'ouverture de négociations ainsi que, dans la foulée, faire émerger avec force l'exigence d'un autre ordre international. Car, j'insiste, il ne s'agit pas de changement uniquement des logiques économiques de la mondialisation mais bien – parce que cette guerre incarne les limites de l'ordre international imposé par les puissances occidentales – de permettre à un nouvel ordre mondial d'émerger, un ordre qui garantisse la sécurité humaine collective – c'est-à-dire embrassant toutes les dimensions de ce que recouvre l'exigence de sécurité : la sécurité physique mais aussi alimentaire et sanitaire, les enjeux sociaux-économiques, la sécurité de l'emploi, de la formation, de l'éducation, les droits culturels, démocratiques, environnementaux (PNUD : 1994).

Si nous voulons porter une perspective politique – et nous en portons une : la construction de cadres communs de coopération et de sécurité collective pour remplacer les logiques d'alliances, à commencer par l'Otan –, nous n'opposons pas les questions de sécurité (c'est-à-dire : la défense nationale, la lutte contre le terrorisme, le désarmement et la dénucléarisation) aux enjeux sociaux-économiques, nous les articulons car il ne peut exister d'« îlots de prospérité dans un océan de misère » ; cela n'existe pas et n'existera pas dans un monde aussi interdépendant – et qui le sera de plus en plus, et c'est, pour nous, une bonne chose car l'interdépendance pose comme jamais, que cela plaise ou non aux forces du capital, la question de la solidarité entre les peuples et entre les travailleurs.

Il n'y aura de sécurité pour aucun peuple si l'ordre du monde ne change pas,
La guerre en Ukraine déclenchée par Vladimir Poutine est symptomatique de la dangerosité d'un ordre international fondé sur les logiques de puissance, de compétition entre les peuples et de pérennisation de la domination occidentale – et particulièrement des prétentions hégémoniques US – sur le monde ; il est également la manifestation des conséquences de la poussée violente des extrêmes droites en moins de 20 ans en Europe et dans le monde – cet aspect idéologique doit être considéré avec sérieux.

Nous avons, à maintes reprises ici, souligné que, dans un contexte de profonde crise du capitalisme, d'explosions des inégalités à l'échelle internationale comme nationale, et de crise démocratique du

modèle « occidental », cette poussée des extrêmes droites qu'elle soit dans les urnes, dans les rues ou dans les consciences – et malheureusement quelquefois les 3 à la fois –, pouvait mener au pire surtout lorsque, face à elles, les forces de la gauche de transformation sociale sont affaiblies et divisées.

Nous y sommes presque en Europe : c'est déjà le pire pour les Ukrainiens, et sous une autre forme pour le peuple russe. Le pire est encore devant nous si nous ne nous battons pas sur le plan politique et *idéologique*, j'insiste, pour qu'il en soit autrement. Car il peut en être autrement : l'immense majorité des peuples aspire à la paix et à la solidarité internationale¹.

Les risques d'aggravation, d'escalade et d'extension militaire sont forts et il est nécessaire de les prendre très au sérieux, j'en cite les faits récents les plus marquants selon moi :

- avec la décision mise en œuvre avant même son annonce officielle de livraisons notamment via la Slovaquie de matériels militaires lourds (défense aérienne, chars etc.) organisée par les États-Unis à l'Ukraine (en échange de l'abandon – temporaire ? – par Volodymyr Zelensky de la revendication d'une Zone d'exclusion aérienne aux forces de l'Otan) ;

- le début effectif du réarmement de l'Allemagne avec l'achat, par exemple, de 35 avions de combat américains – ce qui apparaît comme un abandon de fait du projet d'avion de chasse européen porté surtout par la France ;

- le déploiement de missiles tactiques nucléaires russes sur le terrain est attesté par des sources diplomatiques – même s'il faut prendre l'information avec la plus grande des prudence : le conflit a permis en Biélorussie, fin février, d'abroger par référendum l'art de la constitution qui garantissait la dénucléarisation du pays : c'est là un signal à ne pas sous-estimer.

- La tournure du débat en Finlande qui envisage à présent une adhésion à l'Otan alors qu'elle y était, sa population comme la majorité de ses responsables nationaux, opposée

- les tensions renaissantes dans les Balkans mais aussi émergentes et très préoccupantes en Lituanie et dans les pays baltes ;

- les pressions politiques exercées par l'UE sur la Moldavie et d'autres pour qu'elle adhère à l'Union européenne ;

- enfin, la volonté des dirigeants européens, Emmanuel Macron le premier, d'une part de faire maintenant de l'UE un « pilier autonome » (cela veut dire sans intervention militaire directe des USA) de l'OTAN et, d'autre part, afin de préserver les intérêts du capital, d'engager notre pays dans une économie de guerre.

Ces risques peuvent se concrétiser par l'action conjuguée sur le plan politique et idéologique des forces néolibérales et d'extrême droite. Nous devons mener la bataille politique et idéologique sur ces deux fronts tout en consacrant nos efforts au rassemblement et à la prise d'initiative des forces de la paix et de gauche en France, en Europe et au plan international, l'émergence d'un vaste mouvement populaire et la mise en mouvement des forces du travail et de la création pour contribuer à construire ce mouvement populaire. Et que nous prenions des décisions en ce sens à cette réunion du Conseil national.

Même élargi « partiellement », ce conflit en se régionalisant et en devenant, comme avant lui le furent les conflits en Syrie, Afghanistan et Irak au Moyen-Orient, la guerre en Ukraine peut rapidement devenir une zone de guerre longue en Europe – et pas nécessairement de « basse intensité » pour autant.

¹Voir les deux enquêtes qualitatives :

https://www.un.org/sites/un2.un.org/files/french_shapingourfuturetogether_executivesummary.pdf et

<https://www.euractiv.fr/section/non-discrimination/news/la-cooperation-internationale-indispensable-a-la-creation-dun-avenir-meilleur-selon-un-sondage/>

Franck Mouly – Seine-et-Marne

Nous sommes désormais à trois semaines d'une échéance historique.

Nous étions peu nombreux à le croire possible, il y a encore quelques mois, quelques semaines, tant les logiques de luttes fratricides ont été source de déception pour les électrices et électeurs de gauche.

Pourtant aujourd'hui même, les signes se multiplient : l'hypothèse chaque jour moins fragile de la présence d'un candidat d'une gauche bien à gauche au second tour de l'élection présidentielle, peut trouver le moyen de se confirmer.

La droite panique et l'extrême-droite divisée s'inquiète désormais sur sa capacité à être présente au second tour. Les sondages confirment une stabilisation à près de 5 points de notre candidat, et font désormais du candidat de l'Union populaire, le troisième homme de cette élection, en progression régulière permettant d'envisager une qualification au second tour.

Ces signes encourageants ne tombent pas du ciel. Ils résultent de deux conquêtes : d'abord, ces deux candidats ont contribué à leur manière, à replacer la question sociale au cœur du débat politique, répondant ainsi aux aspirations maintes fois exprimées par les français : qu'on parle plus de pouvoir d'achat, de santé, d'écologie et moins de couleur de peau, d'identité française fantasmée ou de d'insécurité. C'est le résultat de deux campagnes dont tous soulignent le dynamisme.

C'est aussi, et ne l'oublions surtout pas, le résultat d'un travail de quinze années, auquel les communistes ont contribué plus que tout autre, pour qu'aux yeux de notre peuple, des chemins alternatifs à gauche et des propositions de rupture nouvelles, deviennent des choix possibles, sinon désirables.

Quelle conquête que ce récit !

Alors qu'on veut nous imposer deux scénarios, celui d'un libéralisme toujours plus brutal et autoritaire d'une part, et le néo-fascisme de l'autre, l'enjeu est immense de déjouer ces plans. Le monde que nous voulons, ce monde en transition écologique, où les travailleurs prennent le pouvoir sur le travail, ce projet, le nôtre qui ne trie pas entre les combats pour l'émancipation, ce projet doit être présent au second tour de l'élection présidentielle.

Notre responsabilité à cette heure est immense.

C'est pourquoi nous devons nous hisser au niveau de ce que le PCF su faire en 1934 qui bloqua les ligues factieuse et ouvrit la voie aux conquêtes du Front populaire. La convergence immédiate du parti communiste français, de la France insoumise et d'autres forces serait un événement considérable. Il confirmerait bien-sûr, la possibilité d'être présents au second tour, mais il enverrait également un puissant signal, aux catégories populaires, aux abstentionnistes profonds, ceux-là même qui désespèrent de la gauche depuis des décennies. Et qui sait dès lors quel scénario pourrait s'imposer au second tour, quand 70 % des français ne veulent pas accorder à Emmanuel Macron, un second quinquennat ?

Et même si la marche s'avérait trop haute pour l'emporter au second tour, nous avons tous appris de notre longue histoire qu'on ne fait pas la même politique lorsque le programme du PCF fait 30 % ou 40 %, que lorsqu'il réuni 4 ou 5 %.

Dès lors, cette dynamique nous placerait dans une situation bien plus favorable pour les élections législatives, non seulement de préserver nos sortants, mais pour envisager des conquêtes significatives dans de très nombreuses circonscriptions. C'est d'ailleurs le scénario qui inquiète Macron, incertain d'obtenir une franche majorité à l'Assemblée en juin puisqu'il a mis à l'étude une dissolution au lendemain de la présidentielle pour avancer cette échéance, et amputer ainsi la campagne des législatives très risquée pour lui.

Mes chers camarades, ce geste tant attendu par le peuple de gauche, est un geste de renaissance. Il sera mis au crédit du PCF et confirmerait son retour au tout premier plan.

Ne laissons pas passer cette chance historique.

Gisèle Malaval – Aube

Concernant la résolution sur la guerre en Ukraine, je la trouve très déséquilibrée : on rappelle l'emprisonnement de militants de gauche en Ukraine, mais on ne parle pas de la guerre civile dans le Donbass où des exactions ont été commises de part et d'autre depuis 2014. Pour donner une chance à la diplomatie, il faut rappeler l'origine du conflit.

Ensuite, il y a eu hier une conférence de presse ahurissante : E. Macron a annoncé avec le sentiment de toute-puissance qui le caractérise un projet qui, ni plus ni moins, est la destruction de

l'Éducation nationale, service public, au profit d'un système local qui sera finalement l'équivalent d'une privatisation.

La pénurie d'enseignants en maths avait déjà conduit Blanquer à résoudre le problème d'une manière comptable en mettant cette matière au choix, ou en la rendant dissuasive. Ce sont maintenant les professeurs qui seront au choix des directeurs d'école, dans un premier temps, et le reste suivra dans cette logique. Les professeurs accepteront de travailler davantage et seront payés en fonction de leurs résultats, cassant ainsi le statut de professeur d'État et instituant clairement la notion de productivité et de mise en concurrence. Les professeurs étaient certes déjà soumis à l'augmentation de productivité avec le nombre accru d'élèves par classe et la multiplication des tâches, loin d'être toutes pédagogiques, mais avec ce que veut E. Macron ils vont se retrouver à devoir se vendre pour être recrutés. Le système existe en Italie, où l'obtention d'un concours d'enseignement ne garantit pas forcément l'emploi. Les diplômes délivrés par les universités sont déjà mis en concurrence, et ainsi la boucle sera bouclée, il n'y aura plus d'Éducation véritablement nationale. Les réformes Blanquer ont conduit à un désastre pédagogique, que la crise sanitaire a évidemment accentué, mais l'on peut se demander si ce désastre n'était pas le but pour achever de désunir le corps professoral et de discréditer la fonction publique d'enseignement.

La campagne pour la présidentielle doit mettre en lumière cette menace sur l'Éducation nationale parce que c'est une entrée de plain-pied dans un régime qui se revendique ipso facto inégalitaire et c'est dans un horizon proche la destruction de l'idée même de fonction publique d'État. Pour les droites, on le sait bien, tous les acquis du CNR doivent disparaître et surtout les principes d'égalité et de solidarité entre citoyens. Les retraites doivent suivre, les privatisations continueront. Et à force de tout privatiser il n'y aura plus de République parce que la chose publique à gérer démocratiquement dans l'intérêt commun aura disparu. L'école est le socle de la République, comme Fabien Roussel l'a rappelé ce matin sur France Info, et nos concitoyens doivent savoir que notre modèle de République sociale est en danger et que nous sommes le parti des services publics, leviers de l'émancipation sociale.

Aurélien Lecacheur – Seine-Maritime

Comme de nombreux secrétaires départementales aux j'ai été destinataire de SMS de Pierre Lacaze en charge des élections. Ces SMS portaient sur des tractations législatives sans que nous puissions discuter de la globalité du contenu de l'accord en préparation.

Je formule pour la 3e fois l'exigence que nous disposions de la liste des circonscriptions sur lesquelles ont discuté avec qui, pourquoi, et dans quel but, et sur la nature de l'accord qui est en train de se nouer avec le PS qui porte sur un soutien aux députés PS partout où ils l'exigent, en imposant des candidat·e·s PS face aux sortant·e·s communistes dans 4 de nos 11 circonscriptions communistes. Accepter cela n'est pas conclure un accord mais c'est se faire imposer une capitulation qu'aucun de nos prédécesseurs n'auraient accepté d'un PS à 30%, et nous devrions capituler face à une force créditée d'1,5% avec Anne Hidalgo ?

Le CD de la fédération de Seine-Maritime du PCF s'est réuni mardi 15 mars et a adopté les 3 délibérations suivantes :

Délibération n°1 – examen de la demande du PS pour la Seine-Maritime

Soutien au PS dans deux circonscriptions en échange d'une absence de candidat du PS dans deux circonscriptions, sachant que le PS présente un candidat face à un sortant communiste.

Pour : 0 Contre : 40 Abstention : 0

Délibération n°2 – examen de la demande de LRDG pour la Seine-Maritime

Soutien à LRDG (Les radicaux de gauche) dans une circonscription contre un soutien de LRDG dans 3 circonscriptions.

Pour : 0 Contre : 40 Abstention : 0

Délibération n°3 – orientation politique en Seine-Maritime pour la fin de campagne de la présidentielle et pour les législatives

Le Conseil départemental de la Fédération de Seine-Maritime du PCF, réuni le mardi 15 mars 2022, - appelle à la poursuite de l'engagement des communistes dans la campagne de leur candidat Fabien Roussel, et prend des initiatives concrètes notamment sur la question du prix des carburants dans les tous prochains jours. L'exécutif départemental aura à charge de poursuivre l'animation et l'impulsion de la campagne après la diffusion du matériel « Vivre en paix et vivre mieux avec Fabien Roussel » tiré à 175 000 exemplaires.

- appelle les sections de Seine-Maritime à réfléchir dès maintenant à leurs initiatives de fin de campagne, en particulier dans les tous derniers jours avant le 1er tour de l'élection présidentielle puisque c'est à ce moment très tardif que les électeurs et les électrices feront leur choix définitif.

- annonce la présentation de candidat·e·s dans les dix circonscriptions de Seine-Maritime aux élections législatives.

- appelle à ce qu'au plan national, le PCF confirme l'initiative du « pacte d'engagement commun » aux élections législatives décidé lors de la Conférence nationale comprenant au moins les 63 circonscriptions actuellement à gauche (socialistes, Insoumises, communistes et écologistes non-inscrite) permettant de garantir, à minima, la réélection des sortants et permettant de créer une dynamique ouvrant d'autres possibilités de conquête pour les communistes et pour la gauche dans son ensemble. L'accord sur les sortants étant une condition majeure à l'ouverture de discussion en Seine-Maritime, et devrait être du point de vue de notre CD une condition tout aussi majeure à la continuation de discussions au plan national, et ce quelque soit la force politique avec laquelle on discute. Les discussions avec le PS doivent les amener à retirer leurs candidatures face à nos sortants s'ils veulent un soutien à leurs sortants. Les discussions avec la France Insoumise doivent reprendre puisqu'ils manifestent désormais une volonté de dialogue exprimée par LFI auprès du responsable national du secteur élections du PCF lors d'un échange le 14 mars.

Pour : 33 (82,5%) Contre : 0 Abstention : 7 (17,5%)

Pour en revenir sur ce tout dernier point j'imagine qu'Igor va communiquer au CN le contenu de la lettre de la FI.

J'entends avec inquiétude le rapport présenté ce jour. Il est inconcevable que le CEN soit, seul, à la manœuvre de la signature d'un accord dans le dos des fédérations et du CN. Il est indispensable que le CN valide, ou rejette, l'accord préparé avec le PS dans le secret d'alcôves politiques qui me paraissent très éloignés de l'intérêt du PCF.

Michel Stefani – Haute-Corse

En premier lieu je veux dire mon accord avec le rapport d'Igor. Mon intervention ne concernera que la Corse.

Nous nous félicitons que le calme revienne en Corse et qu'un dialogue soit ouvert.

Sans préjuger du relevé de discussions après les 3 jours passés en Corse par le Ministre de l'intérieur nous devons tenir compte des propos de Gérard Darmanin. Celui-ci envisage une autonomie pouvant aller jusqu'à un statut de type polynésien.

Il faut clarifier.

Parlons contenu en rappelant que les réformes institutionnelles ont été nombreuses depuis 1982 mais aussi que l'urgence sociale s'est aggravée. Les inégalités et la pauvreté se sont creusées sans cesse. La cherté de la vie s'est accentuée malgré les dispositifs fiscaux pour faire baisser les prix. Il faut donc se concentrer sur la réponse aux préoccupations sociales : pouvoir d'achat, santé, logement, culture...

La Corse située ainsi dans l'article 74 de la Constitution (Mélénchon a déjà dit oui) sortirait de l'ensemble métropolitain auquel elle participe depuis le 30 novembre 1789 jour où elle a fait le choix d'adhérer à « la libre Nation française » selon la formule de Pascal Paoli.

En 1943 le peuple corse insurgé a confirmé ce choix en libérant son territoire du fascisme et en confirmant son attachement à la Nation.

C'est pour cela que la Corse n'est pas une région ultrapériphérique ou un territoire d'outre mer. Qu'advient-il par exemple du code du travail dans ces conditions, sachant qu'en Corse trop souvent, il est bafoué ?

Alors que les salaires sont les plus bas de France, le patronat insulaire explique déjà qu'il ne peut augmenter les salaires.

On ne peut ignorer, de même, qu'Emmanuel Macron annonce le droit à la différenciation autrement dit la compétition entre les territoires métropolitains.

Oui il faut clarifier et ce qui est valable pour le code du travail l'est aussi pour l'Éducation nationale, la politique de santé, la continuité territoriale, la fiscalité, le rôle et la place de l'administration et des services publics... le niveau de la solidarité nationale...

Ce débat ne peut être mené en quelques semaines, le ministre annonce un projet de loi en fin d'année. Les enjeux sont trop importants pour la Corse et l'unité nationale.

Il faut également exiger qu'à l'issue d'un véritable débat démocratique qui permet aux Corses de se prononcer en toute connaissance de cause, un référendum soit organisé.

Nous devons avoir une réflexion avec nos parlementaires et la direction nationale du Parti pour construire une réponse politique cohérente.

Frédéric Boccara – Hauts-de-Seine – *Non communiquée*

Emmanuel Dang-Tran – Paris – *Non communiquée*

Vincent Boulet – Paris – *Non communiquée*

Gilles Gourlot – Seine-Saint-Denis – *Non communiquée*

Pierre Lacaze – Haute-Garonne

Intervention de Pierre Lacaze responsable aux élections

Cher·e·s Camarades,

Nous avons trois semaines puis deux mois pour réussir nos objectifs : le meilleur score à la présidentielle, obtenir 700 000 voix ou plus aux législatives et des élu·e·s pour pouvoir former un groupe. Les deux élections sont fortement liées, et notre CN doit permettre d'avancer sur nos initiatives politiques et sur les questions stratégiques.

J'insiste comme l'indique Igor dans son rapport sur le besoin d'aller au bout de la désignation de nos candidat·e·s dans le plus grand nombre de circonscriptions. Et je vous alerte les choses avancent insuffisamment, avec plus de 300 titulaires nous sommes loin de notre objectif, nous voulons très vite dépasser les 400 et si possible se présenter partout où nous n'aurons pas d'accord national. Des fédérations attendent en fonction des discussions nationales ou locales mais même si c'est compliqué et difficile nous proposons au contraire de désigner partout de préparer les choses sans attendre des accords qui ne viendront peut être pas dans la période et qui seront plus hypothétiques encore après le premier tour. Et à ce stade dans toutes celles où je ne vous ai pas sollicité ou alerté on peut engager la campagne.

La journée d'échanges avec plus de 100 candidat·e·s le 10 mars souligne que la désignation de nos candidat·e·s aide, il y a un véritable apport pour la présidentielle de ces candidats et candidates très investi·e·s dans la dernière ligne droite d'ici le 10 avril. Nous tiendrons le même type de réunion fin avril ou début mai et nous avons envoyé un premier kit militant en insistant sur l'ouverture des

comptes de campagne au plus vite dans toutes les circonscriptions où nous n'avons pas informé les fédérations de possibles accords soit dans plus de 450 circonscriptions où nous pouvons avancer vite. Ailleurs les fédérations demandent à clarifier au plus vite la situation pour ne pas avoir à se retirer dans des conditions compliquées après plusieurs mois de campagne.

La campagne sera courte voire très courte. Une période de 8 semaines plus longue que les 5 semaines habituelles sépareront la présidentielle des législatives. 3 semaines supplémentaires qui compteront sur le terrain pour limiter l'impact des résultats de la présidentielle. L'hypothèse existe qu'en cas de victoire d'Emmanuel Macron il puisse dissoudre l'Assemblée et de fait avancer la date des législatives à mi ou fin mai pour profiter au mieux de son élection. A ce stade rien ne permet de le confirmer mais cela conforte le besoin de se préparer maintenant et de faire campagne immédiatement.

Il y a donc pour nous une accélération de la préparation des législatives qui vont suivre très rapidement, même si les délais ne bougent pas, la présidentielle et dans ce contexte plus le score sera haut à la présidentielle plus nous pouvons être optimistes sur la progression en voix avec une présence la plus importante possible et plus les conditions de réélections ou d'élections de nos député·e·s est favorisée.

Je souhaite quand même alerter sur un aspect nouveau lié à la guerre et à la progression de Macron dans les sondages c'est le fait que nous ayons un souffle une vague LREM plus forte que prévue dans le cadre d'un deuxième mandat. Ce qui peut fragiliser pour nous les circonscriptions de conquête ou la réélection de nos sortant·e·s.

Nous avons donc à donner la priorité à la question du rassemblement dans les circonscriptions sortantes où là nous pensons conquérir mais aussi dans le plus grand nombre d'endroits. Et si nous y arrivons cela voudra dire que nous devons laisser des circonscriptions à d'autres forces dans plusieurs départements sans compensation locale. Là où nous retirons un candidat ou une candidate c'est pour un ou une camarade communiste ailleurs. Et construire ces rassemblements correspond aussi au respect du choix national des communistes. Il s'agit d'avoir un accord dans des circonscriptions au niveau national et pas de travailler à la somme d'accords dans 90 départements.

Aujourd'hui nous pouvons donner corps à ce choix des communistes et à ce rassemblement. C'est ce que nous travaillons avec les forces qui nous ont rejointes à la présidentielle, autour d'Emmanuel Maurel et Jean-Luc Laurent, nous travaillons à ce que nous puissions avoir un accord aux législatives où ils nous soutiennent dans le plus grand nombre de circonscriptions (150 à 200) et où nous les soutenons dans plusieurs dizaines de circonscriptions. Cet accord ils le souhaitent au plus vite et nous y sommes favorables. A ce stade nous pourrions les soutenir dans 25 circonscriptions et ils nous soutiennent dans une quarantaine. On va faire grandir cet accord. Ils sont maintenant en campagne avec nous pour la présidentielle et la capacité à réaliser le rassemblement est important. Je souhaite là aussi que nous réaffirmions notre volonté de trouver un accord gagnant-gagnant avec les forces disponibles et cela au plus vite.

C'est un message d'espoir dont ont besoin les français et françaises. Nos partenaires attendent un accord dans les jours qui viennent et nous pouvons y arriver mais cela demande des efforts et il serait paradoxal pour des mouvements qui nous rejoignent sur notre programme que l'on n'arrive pas à concrétiser cet accord. Nous allons les revoir cette semaine pour améliorer l'accord en lien avec nos fédérations que j'ai informées.

Où en sommes-nous sur le pacte d'engagement commun. Notre proposition de travailler sur des contenus n'a jamais été retenu par EELV, la FI ou le PS. Nous avons eu des rencontres mais plus sur l'idée d'accords pour sécuriser des circonscriptions que pour travailler à un contenu sur des engagements communs nous sommes les seuls à parler contenus.

Nous avons eu des rencontres avec EELV pour faire des points politiques avec parfois la question des législatives. A ce stade nous n'avons plus de rencontre et nous allons regarder si une rencontre

est possible après la désignation de leurs candidat·e·s le 19 mars. Ils avaient évoqué le besoin pour eux de terminer leurs désignations dans les circonscriptions et de regarder les échanges locaux. Dans le même temps la situation en Ukraine et la guerre au-delà du débat habituel sur le nucléaire ont montré des divergences et peuvent compliquer nos échanges. Il est possible que nous n'ayons pas de rencontre avant la présidentielle. Et le débat après le premier tour de la présidentielle sera un nouveau débat selon les scores des uns et des autres mais pas obligatoirement sur la démarche que nous avons proposée.

Nous avons eu le plus de rencontres en fait jusqu'à la fin février avec la FI et nous avons travaillé à un accord possible sur leurs 16 sortant·e·s et nous 11 sortant·e·s plus 5 circonscriptions (notre proposition) ou sur 22 pour eux et 17 pour nous (leur proposition car ils tenaient à signifier qu'ils ont 5 député·e·s de plus que nous). Ils ont rejeté l'accord que nous étions prêt à avoir y compris sur leur proposition, en ne venant pas à la réunion programmée et prétextant de propos désagréable de responsables du parti à leur encontre. Au vu de tout le négatif qu'ils expriment sur nous depuis des années (la mort et le néant) ou ces derniers mois avec la violence des propos dénigrant Fabien on peut se dire qu'ils exagèrent. Ils ont donc mis fin aux rencontres fin février en refusant tout accord pourtant porté par eux sur les sortants et en reprenant les propos de Mélenchon sur France 3 fin février d'un accord possible que si nous les soutenions à la présidentielle avec le retrait de Fabien. J'ai tenté de reprendre les échanges pour que nous puissions avoir l'accord travaillé depuis des mois, cela est resté sans réponse. Ils nous ont envoyé un courrier que vous aurez ou que vous devez avoir, je souhaitais qu'on vous l'envoie avec mon rapport au CEN) où ils ouvrent des discussions, dans l'hypothèse d'une présence au second tour et d'une victoire, pour une majorité autour du programme de la FI. Et dans ce courrier ils ferment la porte à tout accord allant au-delà des sortants ce qui était leur position initiale. On doit travailler sur la question des sortants mais aussi sur le plus grand nombre de circonscriptions dans notre démarche large. De plus ils demandent une expression publique de Fabien sur le fait que Mélenchon pouvait être au second tour et gagner la présidentielle pour que l'on puisse reprendre les échanges. En fait ils ferment délibérément la porte à toute discussion prétextant de cette question du second tour dont Jean-Luc Mélenchon est tout aussi éloigné que nous car à 14 ou 5 % on est très loin des 20 % pour se qualifier au second tour selon les sondages. La FI comme EELV en fait à ce jour refuse tout accord avant la présidentielle et rejettent le pacte d'engagement commun. Je pense qu'il faut s'adresser à nouveau à toutes les forces, répondre par un courrier disant notre disponibilité à la FI pour un accord large mais qui s'adresse à EELV et au PS. On doit pouvoir discuter maintenant et sinon nous aurons des échanges après le premier tour mais nous serons dans d'autres discussions. L'ambiance sera peut-être encore plus compliquée car la FI au lieu de travailler sur les échecs de leur formation lors des élections intermédiaires ou des Européennes ou sur les difficultés de leur candidat à convaincre sont dans la logique de dire c'est la faute à Fabien Roussel et aussi en moindre partie à Jadot si Jean-Luc Mélenchon termine en dessous de la qualification.

Nous avons aussi rencontré le PS qui jusqu'à 15 jours n'ouvrait pas le dialogue sur un accord possible. Ils avaient depuis décembre comme EELV et FI les 35 circonscriptions prioritaires où avec celles où nous sommes sortants nous proposons des accords gagnant gagnant. Avec la règle des 12.5% des inscrits j'alerte sur le fait qu'il faut d'abord se poser la question d'être au second tour pour gagner et pas obligatoirement la question des réserves de voix. Le PS a il y a 15 jours ouvert le dialogue sur un accord possible et nous a indiqué 76 circonscriptions où ils souhaitent un accord, nous-mêmes leur en avons indiqué 37. Nous sommes sur l'idée de respecter le fait qu'ils aient 25 député·e·s et nous 11 soit qu'ils en aient deux fois plus. A ce stade ils pourraient nous soutenir dans 24 circonscriptions par contre ils ne nous soutiendraient pas dans trois circonscriptions sortantes. De notre côté avec l'indication aux camarades que tous les sortants ne sont pas soutenus nous ne les soutiendrons que dans 40 circonscriptions. Nous sommes loin d'un accord et nous devons les revoir cette semaine. Cet accord avec le PS comme celui que nous proposons à la FI est attendu par nos sortants et les circonscriptions en conquêtes car cela sécurise nos candidat·e·s dans de nombreux territoires où au-delà du score à la présidentielle le PS a une influence et des forces dans de nombreux territoires. Cela sécurise tous nos sortants et 14 circonscriptions. Nous devons comme

avec les autres forces travailler à un accord mais leur position sur le non soutien à trois sortants est un point dur pour nous et à ce stade pas acceptable. C'est ce que nous leur avons exprimé en demandant qu'ils débloquent la situation sur nos sortants et dans ce cadre alors nous pourrions envisager un accord avant la présidentielle sinon comme avec la FI et EELV nous nous reverrions après. Ils bougent sur les deux circonscriptions de Seine-Saint-Denis mais nous devons confirmer les choses et ils refusent de nous soutenir sur une circonscription en Seine-Maritime celle de Hubert Wulfrang. J'alerte sur le fait que si nous arrivions à les convaincre sur tous nos sortants ou presque nous aurons nous aussi à faire respecter le choix des communistes sur le rassemblement aux législatives et le soutien à leurs sortants à ce stade on est dans un non soutien dans une quarantaine de circonscriptions qu'ils proposent dont 7 à 9 sortants.

C'est ce débat qui est posé et c'est parce qu'à ce stade nous n'avons pas d'accord, avec qui que se soit, que je n'ai pas communiqué les circonscriptions que demande la gauche républicaine ou le PS. Bien sûr si une proposition d'accord devait se préciser alors le CEN du 28 mars l'examinerait et vous auriez tous les éléments sur les circonscriptions où ils nous soutiennent et celles où nous les soutiendrons. Nous avons priorisé les circonscriptions en accord avec toutes les fédérations concernées si des fédérations aujourd'hui voient de nouvelles possibilités qu'elles s'adressent à moi. On travaille dans la transparence avec toutes les fédérations et on ne communique pas des circonscriptions alors que nous ne savons toujours pas si un accord est possible. C'est au moment où nous pourrions le faire que nous les proposerons. A ce stade les forces qui nous ont rejointes à la présidentielle ne sont pas satisfaites et considèrent que nous n'y sommes pas. On travaille à cet accord. Et nous verrons la semaine prochaine si les possibilités d'un accord existe avec le PS pour l'instant on n'y est pas non plus.

Frédéric Giraud – Deux-Sèvres – *Non communiquée*

Émilie Lecroq – Seine-Saint-Denis – *Non communiquée*

Pierric Annoot – Hauts-de-Seine

Je remercie Igor pour son rapport qui cible bien les enjeux et les dangers de la période. J'ajoute à propos des conséquences politiques de la guerre en Ukraine sur la campagne présidentielle, que ce conflit met également en lumière des clivages forts au sein de la gauche entre PS/EELV qui pratiquent la surenchère guerrière aux cotés de BHL et PCF/FI qui au-delà de quelques nuances prennent le parti de la paix, de la désescalade et de solutions politiques.

Dans le débat national nous pouvons aussi mettre en lumière les contradictions dans lesquelles le pouvoir en place se trouve:

- Les sanctions financières immédiates contre la Russie, notamment autour du système Swift ouvrent des brèches idéologiques. Comment ce dont on nous rabâche depuis des décennies comme étant impossible, à savoir s'attaquer aux flux financiers au plus haut niveau, se révèlent soudainement l'être ?
- La saisie des biens luxueux des oligarques russes pourraient également donner des idées à un peuple en colère.
- Le tri insoutenable des victimes de guerres, réfugiés, selon leurs mélanines et leurs origines géographiques, mettent à la fois en lumière le racisme de la bourgeoisie européenne et son discours à géométrie variable. Selon que vous soyez noirs ou blancs, les jugements de cours vous feront réfugiés ou migrants.

Nous sentons, comme le décrit le rapport, la pression du vote utile monter sur le terrain. Dans les villes populaires de la région parisienne, cela est particulièrement vrai. Nous devons faire valoir nos arguments pour le vote Fabien Roussel sans tomber dans les petites provocations et la culpabilisation de nos électeurs et électrices qui se dirigent vers un autre choix. Dans les villes communistes, beaucoup d'électeurs qui s'interrogent sur le vote Mélenchon, sont également ceux qui votent pour nous aux élections locales et que nous aurons besoin de retrouver pour faire élire ou

réélire nos député·e·s. Nous devons travailler sur cette réalité pour développer nos arguments avec finesse.

Pour en venir aux élections législatives, je m'étonne de l'intervention de notre camarade responsable aux élections. Je fais partie du groupe de travail national, mais celui-ci ne doit pas se substituer au CN. On nous annonce que la liste des circonscriptions prioritaires et les demandes du PS seront données à ce groupe mardi prochain. Mais le CN devrait en avoir connaissance dès aujourd'hui. Comme beaucoup d'autres secrétaires départementales·aux je reçois des demandes du secteur élections pour d'éventuels désistements en faveur du PS ou de GRS. Mais jamais je ne suis informé pour quels bénéfices pour le PCF.

Nous nous enfermons dans des discussions exclusives avec le PS alors même que la FI vient d'adresser un courrier à la direction nationale et aux parlementaires pour ouvrir des discussions pour les législatives. C'est le moment de porter publiquement notre pacte d'engagement commun pour ne pas nous enfermer dans des accords d'alcôves.

Nous devons impérativement tenir un CN après le premier tour pour faire le point et prendre des décisions. La direction nationale doit être en maîtrise des accords potentiels, il en va de l'existence d'un groupe communiste à l'assemblée.

D'autant que nous aurons également à traiter de la question de notre positionnement pour le second tour.

Marie-Christine Burricand – Rhône – *Non communiquée*

Pierre Laurent – Paris

Mon intervention portera essentiellement sur les élections législatives. Il y a encore besoin de beaucoup discuter pour donner à notre direction nationale et aux fédérations tous les éléments d'appréciation. Les élections législatives vont être très importantes, car elles ouvriront une longue séquence politique sans élections dans laquelle notre présence politique nationale dépendra dans une grande partie de l'importance du groupe communiste acquis à l'Assemblée nationale en juin. C'est aussi une élection qui complètera la mesure de notre influence nationale et locale, et sera déterminante pour le financement public. Or je constate que nous perdons de vue ces objectifs que notre conférence nationale d'avril 2021 avait pourtant affirmés, et nous n'avons aucune vision claire sur les discussions en cours. D'abord, ne nous trompons pas. Les élections législatives ne seront pas un simple prolongement de notre bataille de premier tour présidentiel. Le contexte va changer. Envisageons la situation à laquelle nous allons être confrontés à partir du 10 avril, au soir de ce premier tour. C'est cette situation qui déterminera le cadre dans lequel nous mènerons la bataille des législatives. Les pronostics restent fragiles, mais disons qu'il y a grosso modo deux hypothèses à envisager: la plus confirmée par les sondages, malheureusement, reste celle d'un duel Macron-Le Pen au second tour, le 24 avril. Dans ce cas, l'enjeu sera de construire une opposition solide, face à une majorité qui donnera libre cours aux attaques contre le monde du travail. La seconde hypothèse est la présence de Jean Luc Mélenchon face à Macron : là l'enjeu serait tout à la fois la victoire du candidat de gauche et la construction d'une majorité législative, dans laquelle notre parti devrait prendre toute sa part. Dans les deux cas, c'est vers un appel à toutes les forces de gauche qu'il convient de se diriger, et nous ne pouvons donc nous en tenir aux discussions actuelles, nous menant vers des accords exclusivement négociés avec le pôle des forces de gauche républicaine qui vient d'appeler à voter Fabien Roussel et avec le PS. Si la lettre que vient de nous envoyer la FI prête à interprétation sur leurs intentions, il convient de toute façon de faire une réponse, d'y faire des propositions pour maintenir ouverte la discussion et la possibilité d'un accord. En l'état, les éléments qui sont donnés au Conseil National ne garantissent pas suffisamment nos efforts pour atteindre nos objectifs et le maintien d'un groupe communiste. Le PS refuse de soutenir nos sortants dans au moins 3 circonscriptions sur 11. Et nous devons avoir une vision globale de leurs demandes département par département, les fédérations constatant souvent que des demandes irraisonnables, couvrant un grand nombre des circonscriptions où notre implantation et notre influence sont les plus fortes. Il faut bien sûr travailler à un accord avec le pôle de gauche républicaine emmené par GRS,

mais là aussi quel accord? Nous manquons d'éléments. Quant à nos propres demandes, Pierre nous annonce le nombre de 35 circonscriptions que nous fléchons comme prioritaires. La direction nationale a besoin d'en connaître la liste pour se faire une appréciation. Enfin, nous avons besoin d'apprécier la part qu'occuperait au final les circonscriptions concernées par un retrait dans le cadre d'accords par rapport au nombre global de candidats communistes.

Je le répète toutefois en conclusion, l'essentiel est pour moi d'apprécier la situation dans laquelle nous aborderons les législatives, d'en apprécier les rapports de forces, les forces en présence, de fixer en conséquence nos objectifs politiques au service des combats qui s'annoncent et de discuter des accords à la lumière de ces objectifs. Hors de cette démarche, nous risquons de nous enfermer dans des discussions en décalage complet avec la situation qui nous attend, pour les législatives et pour la suite.

Nathalie Simonnet – Seine-Saint-Denis

Je partage les propositions formulées dans le rapport pour la dernière ligne droite de la campagne de la présidentielle. Je pense qu'il faut, dans cette période, amplifier notre discours contre la guerre, qui nous distingue du discours ambiant, mais aussi revenir largement sur les conséquences de la guerre en France et dans le monde. En Seine-Saint-Denis, la pandémie a eu des conséquences sans précédent sur le niveau de vie de la population, une inflation telle qu'envisagée risque d'être dramatique. De même, en ce qui concerne les annonces faites par la FAO sur une famine qui pourrait toucher de 8 à 13 millions de personnes supplémentaires dans le monde, ou les propos du secrétaire général de l'ONU qui parle « d'un ouragan de famine ». Il faut dénoncer la spéculation sur le blé et le pétrole qui conduit à cette situation.

Enfin, face à la montée du vote utile à gauche, je pense qu'il est nécessaire de retravailler l'utilité du vote communiste notamment en tapant très fort contre le bilan de Macron et les annonces faites cette semaine.

En ce qui concerne les élections législatives, ce scrutin va être déterminant à la fois pour l'avenir de notre parti et pour celui de notre pays. Pour notre parti, l'enjeu sera de conserver un groupe à l'Assemblée Nationale avec ce que cela représente sur notre capacité à porter une voix nationale. Pour notre pays le nombre de député·e·s de gauche, dans une situation qui risque d'être très dure compte tenu des annonces de Macron, sera déterminant pour la résistance et la capacité de contre-offensive de notre peuple.

Sur la méthode de travail, je pense que le CN doit être en maîtrise de tous les éléments des différentes négociations avec les forces de gauche, que les décisions doivent revenir au CN, direction du PCF, et ne peuvent être déléguées au CEN ou au collectif législatives.

Ce qui caractérise la situation politique c'est le manque d'espoir, en particulier pour l'électorat de gauche, en une quelconque amélioration pour leurs vies. Les annonces faites par Macron et la perspective annoncée d'un second tour Macron /Le Pen renforce les craintes. Comment alors, dans la perspective des législatives, on rouvre un espoir de rassemblement de la gauche sur des contenus en mesure de contrer les politiques gouvernementales et porter d'autres choix. D'ailleurs, c'est ce que les communistes ont exprimé en mai dernier en faisant le choix d'avoir un candidat à l'élection présidentielle et de porter fortement et publiquement un pacte d'engagements communs à gauche construit sur des contenus.

Si on se cantonne à un accord électoral sans contenu, on ne répond pas à la situation politique actuelle. Je pense qu'il y a besoin d'un appel fort sur les contenus et que cet appel soit public. Ce sont les conditions, je pense, pour créer un rapport de force sur les contenus puisque nous avons de fortes différences à gauche mais aussi pour que l'accord soit respecté partout.

D'autre part, cet appel doit s'adresser à l'ensemble des forces de gauche, je ne crois pas que nous ayons intérêt à un tête à tête avec le PS ou les forces issues de la sociale démocratie. Je pense qu'une telle situation susciterait beaucoup d'incompréhension dans notre électorat au moment où le PS est au plus bas dans les sondages. De plus, cela pourrait conduire notre électorat vers la FI. Pour l'heure, le fait que le PS prévoit de ne pas nous soutenir dans 3 circonscriptions où nous sommes sortants, n'est pas acceptable. Trois sur 11 sortants, c'est un sacré ratio. En Seine-Saint-

Denis, le PS est entré en campagne contre nos 2 sortants, ce qui n'est le cas dans aucune autre circonscription du département. Je ne vois pas comment on peut continuer à avancer sur un accord avec eux sur plus de 70 circonscriptions, tant qu'ils ne nous soutiennent pas dans les 11 circonscriptions où nous sommes sortants.

Enfin, je pense qu'il serait bien que le CN ait un point sur le nombre de circonscriptions où nous aurons des candidat·e·s, c'est une question importante pour notre implantation nationale et notre rayonnement.

Dominique Tripet – Loiret – *Non communiquée*

Evelyne Ternant – Doubs

1) Sur l'Ukraine

Il est important de donner dans notre déclaration un éclairage historique sur la montée des tensions, et les responsabilités afférentes. Avoir ce souci n'affaiblit en rien la condamnation sans appel de l'agression du pouvoir russe contre l'Ukraine, ni l'indignation face au désastre humain et politique qu'elle provoque. Mais cette connaissance est à porter auprès des citoyennes et citoyens, car elle permet de comprendre à quelles conditions une paix durable peut se construire.

Je pense donc comme plusieurs intervenants qu'il faut modifier le début du texte, car l'évocation en fin de texte seulement de la stratégie d'encerclement de la Russie par l'Otan et le non respect des accords de Minsk2 enlève à ces faits tout statut explicatif, et leur donne finalement un rôle annexe. Il faut oser aborder le «comment on en est arrivé là», car expliquer n'est pas justifier. Dans le même esprit, être plus clair sur la guerre du Donbass depuis 2014, ses protagonistes et les facteurs qui ont aiguisé le «séparatisme».

Il y a par ailleurs, à mon avis, deux «manques» dans le texte proposé :

1- Un «manque» de référence aux fondements économiques d'une guerre qui a aussi des rapports avec le système économique capitaliste mondialisé et les concurrences qui lui sont consubstantielles. L'Ukraine est une zone géostratégique pour la circulation des hydrocarbures et du gaz, c'est le cas aussi de la mer noire, par laquelle transite une partie importante du commerce mondial entre Asie et Europe. Les pressions ukraïno-américaines, bien avant la guerre, pour que l'Allemagne abandonne le projet de gazoduc Nord Stream 2 qui vient de Russie, évite l'Ukraine en passant par la Baltique, sont très révélatrices d'enjeux d'approvisionnement qui intéressent directement les multinationales américaines. La guerre est en train de réaliser le basculement de la stratégie d'approvisionnement de l'Allemagne, ce qui montre à quel point Poutine est non seulement dans la faute morale mais aussi dans l'erreur politique. L'impérialisme américain, toujours aussi actif, peut fortifier son hégémonie, en difficulté, sur fond de guerre longue en Europe. Les actes politiques de Biden ne sont pas déconnectés de ces enjeux.

2-Aucune référence au positionnement d'Emmanuel Macron. Or il mène un double jeu. D'un côté, pour tirer de la situation le maximum d'avantage électoral, il se présente comme protecteur du pays et médiateur possible du conflit, mais en réalité il ne produit aucun acte de paix efficace pour que s'ouvrent des négociations de sécurité collective européenne, notamment avec des engagements français de s'opposer à l'élargissement de l'Otan à l'Ukraine. D'un autre côté, il met le pied sur l'accélérateur qui nous envoie dans le mur d'une Europe fédéraliste et sur-militarisée, avec une défense intégrée, à l'opposé du monde de paix et de démilitarisation multilatérale que nous préconisons. A ce moment politique, à trois semaines de l'élection présidentielle, notre déclaration publique ne doit pas l'épargner.

2) Sur les législatives

Il manque un texte public sur les contenus qui pourraient servir de socle politique au pacte d'engagements communs. Un texte non pas à négocier au sommet dans un face à face bilatéral ou multilatéral avec les forces de gauche, mais à mettre dans le débat public, avec 8, 9 ou 10 mesures «phares», dans le prolongement de la belle campagne de Fabien. Un tel texte, à produire non pas

maintenant, car il faut garder jusqu'au 10 avril le cap sur l'élection présidentielle, l'apport communiste, et ne pas renforcer le vote dit «utile», mais à publier juste après le premier tour, quelle qu'en soit la configuration. Sans cet appel au rassemblement sur contenu de gauche identifiable, les accords passés dans quelques circonscriptions ne seront que des arrangements électoraux peu crédibles, peu attractifs, et révélateurs du déclin politique de la gauche. Diffusé dans les circonscriptions où il y a accord électoral, ce texte donnerait à voir ce que nous, communistes, nous attendons du député pour lequel nous appelons à voter, surtout s'il n'est pas communiste. Diffusé aussi dans les circonscriptions où il n'y a pas d'accord électoral, de loin les plus nombreuses, il témoignerait de l'engagement des communistes pour un rassemblement et une reconstruction de la gauche sur des contenus solides.

3) Information donnée au CN

Sébastien Jumel a participé le 1er mars dernier à un meeting à Besançon, aux côtés de François Ruffin, pour soutenir la candidature de Jean-Luc Mélenchon, réunion qui a fait l'objet d'une grosse campagne de communication de LFI (photos affichées sur toute la ville, communiqués, tracts, etc.). Une lettre a été envoyée à Sébastien Jumel pour lui demander de renoncer, signée par l'ensemble des membres du CD et tous les élu·e·s du Doubs, restée sans réponse ni effet.

Au cours de ce meeting, les candidats LFI aux législatives ont été présentés et ont pris la parole. Sébastien Jumel a donc traversé la France non seulement pour soutenir Mélenchon, mais également les candidats LFI aux législatives.

J'ai entendu le secrétaire départemental de Seine-Maritime dire que sur décision du CD, la fédération se plaçait hors de toute contrainte liée à un accord électoral national et garderait son autonomie totale dans l'arbitrage de ses candidatures. Je ne sais pas ce que la fédération de Seine-Maritime pense de la contre-campagne qu'est venu faire dans le Doubs l'un de ses députés sortants, à l'encontre des communistes d'une fédération qui a choisi à plus de 90% la candidature de Fabien Roussel à la présidentielle et présente partout des candidats PCF aux législatives, que le CN a validés le 12 décembre dernier.

J'estime que notre CN de ce jour, qui s'appête à valider de nouvelles candidatures aux législatives, devait en être informé.

Pierre Lacaze – Haute-Garonne – *Non communiquée*

Stéphanie Gwizdak – Hauts-de-Seine

Merci Lydia pour tes éclaircissements et en particulier sur la visée de ce document.

Néanmoins il me semble que le document gagnerait encore à être clarifié.

Je regrette par ailleurs que nous devions travailler sur ce sujet fondamental de façon aussi précipitée. Pour ne pas faire redite par rapport à hier, je m'en tiendrai à 4 points les plus saillants que je souhaiterais voir modifiés :

-Je pense qu'il faut réintroduire la question des bases militaires de l'OTAN dans les « prétextes » mis en avant par Poutine. La responsabilité de Poutine dans l'invasion est suffisamment flagrante pour ne pas avoir à escamoter ce qui est dit sachant que nous disons bien que ce sont des « prétextes » - motifs affichés auraient été mieux à mon avis - donc cela ne nous engage pas sauf à rapporter ce qui a été dit.

-pourquoi avoir éliminé le passage sur les bataillons Azov ? Nous sommes très préoccupés avec raison de la montée de l'extrême droite et du fascisme en France. Il se passe aussi des choses préoccupantes en Europe et en Ukraine. Des groupuscules d'extrême droite suédois par exemple (je parle de la Suède parce que j'ai des infos là-dessus, pas d'ailleurs), vont en Ukraine pour s'entraîner. Le gouvernement a introduit des individus de la même mouvance que le bataillon Azov dans l'armée régulière. - dans un avenir proche je pense que nous devrions aussi nous interroger sur ce qui se joue par rapport au réarmement en Allemagne où Zelinsky est allé plaider au parlement pour la reprise du leadership allemand en Europe. Rappelons-nous que les familles Krupp et Siemens sont toujours au pouvoir en Allemagne. Les mêmes qu'en 1940.

-encore une fois sur le discours du 21 février : je n'y vois personnellement pas d'éléments permettant de nous dire que Poutine développe un projet de Haine. Je souhaiterais que ce terme soit retiré. À moins que d'autres éléments ne soient apportés qui nous permettent de l'affirmer. Mais sinon, cette notion n'aide pas à la compréhension de ce qui se joue. Je pense d'ailleurs que l'idéal aurait été que chaque camarade a qui l'on va demander de voter sur cette résolution ait le temps d'écouter ce discours du 21 février afin de s'exprimer en connaissance de cause.

-Sur le passage « fin de règne » : ne prête-t-on pas aux personnes qui se soulèvent contre la guerre des intentions qui ne sont pas les leurs ? Est-ce que le départ de Poutine est revendiqué par la majorité de la population russe ? Ou par le parti communiste russe ? Si nous n'avons pas d'éléments dans ce sens je pense que nous devrions nous cantonner à condamner son intervention en Ukraine pour ne pas être taxés de faire de l'ingérence.

Jacques Maréchal – Moselle

La campagne est bien engagée en Moselle. La candidature de Fabien Roussel permet aux communistes de se mobiliser et d'aller à la rencontre de la population. Une élection présidentielle est un moment de politisation et cela confirme la centralité de cette élection. Le parti regagne des forces militantes et il est ancré dans l'ensemble du territoire du département. En Moselle, il n'y a pas une autre force politique qui mène une campagne à l'échelle du département. Même la LFI qui avait un gros réseau militant sur le département rencontre des difficultés. La candidature de Fabien Roussel nous donne de la visibilité. Sa candidature est appréciée mais cela ne suffit pas à gagner un vote. Les mécanismes de vote utile sont à l'œuvre, il faut y apporter des réponses et « armer » nos militant·e·s à ce sujet.

S'agissant des législatives, nous avons besoin de maîtriser en tant que direction nationale (le CN) les discussions et les éventuels accords. Les échanges de texte ne sont pas suffisants pour travailler collectivement. Nos partenaires ont des ambitions en Moselle qui ne correspondent pas à leur existence. Ils visent les circonscriptions où nous avons la meilleure implantation. Cela ne permet pas l'accord de la fédération.

Si nous voulons redonner une place plus importante aux élections législatives. Il faut en parler maintenant et adopter une résolution qui rappelle nos objectifs et nos ambitions de pactes d'engagements commun. La réélection de nos sortants est une priorité ; il faut aussi préserver l'implantation nationale de notre parti dans un maximum de circonscriptions.

Je ne suis pas satisfait des modalités de conclusions de nos travaux. Les prises de décisions ne peuvent pas être renvoyées uniquement à l'exécutif. Il faut une maîtrise nationale des discussions concernant le CN. C'est notre rôle de direction nationale. Une nouvelle réunion -rapidement- me semble nécessaire pour prendre collectivement une orientation et adopter dans ce cadre une déclaration nationale.

Karine Jarry – Seine-et-Marne

N'occultons pas dans nos échanges au conseil national les éléments du rapport présenté par Igor au début de nos travaux. J'y retrouve la cohérence utile, relative au contexte politique, avec la guerre en Ukraine, les dimensions internationales soulevées, les questions fondamentales que soulève cette situation. Nos positions, propositions de notre parti, et de notre candidat à l'élection présidentielle doivent être mieux connues et popularisées. Le texte adopté sur ce contexte, est un point d'appui pour avancer dans ce sens. L'analyse sur les conséquences dans les consciences, inquiétudes de nos concitoyen·ne·s, est en correspondance avec les échanges que nous avons sur le terrain. Les enjeux, et leur articulation pour cette nouvelle phase de la campagne électorale nous appelle à élargir encore l'engagement auprès des salarié·e·s, population sur l'utilité du vote Fabien Roussel le 10 avril. Impulsons, comme direction nationale toutes les initiatives dans ce sens. Ne négligeons pas ni l'élargissement autour de notre candidat, ni l'engagement de dizaines de milliers de femmes et d'hommes, militant·e·s, adhérent·e·s et proches dans le travail réalisé. À propos des élections législatives, quelques remarques : s'il nous faut traiter spécifiquement cette échéance électorale, faisons le sans « enjamber » l'élection présidentielle, sans hiérarchiser l'importance de ces deux

scrutins. Ils sont de fait interdépendants, au regard de leurs enjeux pour l'avenir de notre pays. Traitons-les en cohérence, confortons la meilleure identification du sens de la candidature de Fabien Roussel dans les 21 jours qui nous séparent du 10 avril, et dans les circonscriptions, la présence, le rôle et la place de notre parti, pour l'avenir de la gauche, la construction des rapports de force, les rassemblements à construire encore pour ouvrir la voie à de nouvelles alternatives de transformation. Notre conseil national n'efface pas les précédents sur nos objectifs communs pour les législatives, être présents dans le maximum de circonscriptions, contribuer à l'élection de camarades, pour un groupe à l'Assemblée Nationale, et à des constructions rassembleuses partout où ce sera possible. Donnons-nous les moyens d'y parvenir. Ainsi je suis pour le moins « perplexe » sur certaines prises de positions qui nous renvoient aux choix majoritaires des communistes du 9 mai 2021. Ces positions ne sont pas en correspondance avec ces choix, et l'engagement de toutes celles et ceux pour les faire vivre. C'est d'autant plus regrettable que dans bien des fédérations, sections, le dialogue, les réflexions ont permis des évolutions positives. L'information donnée vendredi relative à un meeting ou publiquement, Sébastien Jumel a soutenu le candidat de la France Insoumise, et les candidats de cette formation aux législatives semble t'il dans le Doubs, m'interroge. Cependant dans le souci de notre unité, du bien commun de nos objectifs et pour avancer ensemble, je voterai pour les candidatures aux législatives, alors que j'ai hésité de m'abstenir sur celle de Sébastien Jumel. Oui, sachons avancer dans le respect de notre diversité de points de vue, tout en impulsant comme direction les choix majoritaires des communistes.

Dany Blasco – Tarn-et-Garonne

Tout d'abord je souhaite au nom de l'ensemble des communistes du Lot-et-Garonne apporter mon entier soutien à Fabien face aux ignobles agressions verbales dont il est victime.

À travers lui c'est le parti que ces gens-là veulent salir.

Merci à lui pour cette belle campagne qui redonne confiance et de l'enthousiasme à l'ensemble des communistes.

Nous apportons également notre soutien à nos camarades victimes d'actes de vandalisme dans leurs locaux de campagne. (J'ai appris ce matin que 2 autres locaux avaient été victimes d'actes de vandalisme).

Tout cela laisse présager d'une fin de campagne difficile. Comme disait Igor hier dans son rapport le plus dur reste à venir !

D'un côté, l'enjeu du vote utile qui risque de déstabiliser de potentiels électeurs communistes en leur laissant croire que leur vote pour Jean-Luc Mélenchon lui permettrait d'être au second tour face à la droite. Cela interpelle également des camarades. Des sondages qui montrent que 67 % des électeurs pensent que Macron sera élu au second tour et que les jeux sont faits . Pourquoi donc aller voter !

Rien n'est définitivement acquis ni dans un sens ni dans l'autre .

Nous devons dans les 3 semaines qui nous séparent de la présidentielle redoubler d'efforts même si les camarades se donnent déjà beaucoup ! Ne baissons pas les bras.

Continuer les tracts dans les boîtes aux lettres, les marchés, le porte à porte, les entreprises, les appels téléphoniques...en ne lâchant rien sur le fond.

Personnellement l'idée de faire du week-end prochain un moment fort aux postes d'essence avec nos propositions me paraît intéressant.

Plus le résultat du parti sera important à la présidentielle, plus de perspectives s'ouvriront pour les législatives.

Pour notre département, il nous est demandé par le national de présenter pour nos 3 circonscriptions 2 femmes titulaires et 1 homme titulaire.

Notre démarche n'est pas de nous opposer au national. Cependant il aurait été plus pertinent de consulter la fédération.

Nous sommes dans l'impossibilité de faire des propositions telles que demandées par le national. Notre choix a été déterminé à partir de la réalité du terrain en lien avec l'activité du parti et pour faire en sorte de reconstruire notre activité dans la fédération. Notre choix est politique.

Le choix proposé par notre fédération a été décidé à l'unanimité des membres présents lors du conseil départemental. Nous demandons au CN de valider nos propositions.

Circonscription 1 – 1 homme 1 femme

Circonscription 2 – 1 homme 1 femme

Circonscription 3 - 1 femme 1 homme

Je suis d'accord avec la proposition d'Evelyne Ternant de produire un texte pour accompagner les accords de contenu avec les propositions que nous mettons dans le débat public au soir du 1er tour qui pourrait permettre de rassembler un maximum de candidat·e·s de gauche sur des objectifs clairs. Par ailleurs je suis en désaccord avec la proposition de la Seine-Maritime de présenter dans la 6ème circonscription Sébastien Jumel candidat du PC. Ce dernier apportant lors de la campagne des parrainages son soutien à JLM pour la présidentielle.

Toutefois je veux que nous avancions ensemble. C'est la raison pour laquelle je voterai pour la proposition du national.

François Diot – Nièvre – Non communiquée

Aurélien Lecacheur – Seine-Maritime

Ne pas se limiter aux sortants ne saurait vouloir dire qu'on est prêts à les sacrifier, ces sortants.

Pierre Lacaze qui officie comme responsable national aux élections a une lecture toute personnelle de la lettre de la France Insoumise.

Je tiens à dire, comme d'autres ce matin, qu'il faut peut-être arrêter de commenter ce qu'ils nous ont écrit mais faire une réponse avec nos objectifs et nos propres ambitions pour cette élection ?

Rédiger une lettre dans laquelle nous mettrions nos conditions pour aboutir à un accord.

Regardons leurs conditions néanmoins :

- Pacte de non agression, ça ne me paraît pas idiot que nous arrêtons, PCF et FI, de nous taper dessus par médias interposés ça désespère des électrices et des électeurs que nous avons parfois en commun. Bien entendu pacte de non agression c'est dans les deux sens, nous pourrions d'ailleurs leur dire ça dans la lettre.

- Appeler à voter Mélenchon s'il fait face à Macron ? Fabien Roussel a été clair là-dessus, c'est une évidence, ça ne fait pas débat. Enfin j'espère que personne chez nous n'envisage d'appeler à voter Macron face à Mélenchon ? En tout cas je le répète, je suis satisfait de la clarté des propos de Fabien Roussel sur ce sujet.

Sur les accords avec les petites formations (GRS, MRC,...) Pierre Lacaze a signé un chèque en blanc sur un certain nombre de circonscriptions sans consulter personne dans le dos des fédérations, seul, décidant dans son coin, comme à l'habitude, si tout ça échoue c'est Pierre Lacaze seul qui portera la responsabilité du fiasco et ni Fabien Roussel, ni les fédérations à qui tu poses tes oukases. Depuis des mois tu nous parles d'une liste de circonscriptions prioritaires pour le parti dont enfin tu as consenti à nous en envoyer l'esquisse. Je précise que ça n'est pas une liste établie comme indiqué par le groupe de travail mais là encore par toi, seul, avec Adrien Tiberti ton binôme du secteur élection et secrétaire de la fédération de Paris.

Cette précision faite je confirme mon analyse que je vous avais transmis en février. Je vais d'ailleurs la compléter puisqu'il y a plusieurs circonscriptions « prioritaires » qui nous sont désormais communiquées.

Sur les circonscriptions surprises présentées nouvellement comme « à enjeu » quelles sont-elles ?

- Une circonscription dans laquelle le candidat communiste soutenu en 2017 par le PS et EELV a fait 6%. Le député sortant PS dissident a lui fait 6,5%. Le rapport gauche droite dans cette circonscription est de 65% en faveur de la droite !

- Une autre circonscription dans laquelle nous faisions 7% en 2017, c'est une circonscription indéboulonnable favorable à la droite même la vague rose de 2012 n'en est pas venue à bout.

- Une autre circonscription ou LREM a fait 43% en 2017 au 1er tour, nous 7%. LFI était au deuxième tour avec 11% des voix, balayée par LREM qui a capté deux tiers des voix au second tour.
- A Paris, c'est dans un tête à tête exclusif avec le PS que nous négocions des bouts de ficelle sans aucune chance de faire siéger un député communiste à la fin. Le score minable promis à la candidate socialiste et Maire Anne Hidalgo (que nous épargnons de toute critique, on se demande bien pourquoi !), additionné au score du Parti à Paris qui malheureusement est souvent en dessous de 5% et donc ne permettra pas l'élection, à la fin, d'un député communiste. D'ailleurs, une question : le document transmis au CN indique que Paris ça se joue en fonction de « discussions locales ». Je ne savais pas que Paris était autorisé à jouer dans son coin, pour son propre compte. Pour quels intérêts ?
- J'ai gardé le meilleur pour la fin, j'apprends que cette autre circonscription serait à enjeu, peut-être même gagnable ? Une circonscription où la dernière fois nous avons fait 1,6% ? Je ne sais pas qui peut sérieusement croire qu'une circonscription dans laquelle nous avons fait 1,6% serait miraculeusement gagnable aujourd'hui ? Il serait temps que nous revenions à des éléments un peu sérieux...

Quand au fait que Sébastien Jumel soit présenté à nouveau comme candidat communiste de la 6ème circonscription de Seine-Maritime, la fédération, son Conseil départemental, ne font que transcrire dans le vote de son CD la volonté de Fabien Roussel que soient réélus les trois députés communistes de Seine-Maritime, qui, comme il l'a rappelé le 5 mars au meeting d'Harfleur, « ont tous les trois fait du bon boulot ».

Je demande donc que l'expression de notre secrétaire national, candidat à l'élection présidentielle, soit respectée par le Conseil national tout comme elle a été respectée par le CD de notre fédération comme je l'ai indiqué dans mon intervention d'hier.

Nathalie Marchand – Somme – *Non communiquée*

Frédéric Boccara – Hauts-de-Seine – *Non communiquée*

Catherine Philippe – Tarn-et-Garonne – *Non communiquée*

Amadou Deme – Essonne – *Non communiquée*

Aline Guitard – Rhône

Je suis montée avec des questions de mon comité de section concernant les législatives, notamment sur la question de l'utilisation potentielle des logos des forces politiques qui ont rejoint la campagne de Fabien Roussel lorsque ces forces n'existent pas ou peu sur nos villes. J'avoue que je reste un peu sur ma faim face aux éléments donnés par Pierre dans son intervention.

Quelques mots sur Lyon, où nous avons retrouvé les 5 élus municipaux et 1 élu métropolitain lors de l'élection de 2020. Des élus qui bien qu'ultra-minoritaires dans une majorité verte, parviennent à porter un certain nombre de sujets forts, notamment sur le logement et sont utiles. Les communistes lyonnais ont donc l'ambition, dans la foulée de la dynamique de la présidentielle, d'utiliser les législatives pour renforcer encore leur visibilité et faire en sorte d'aborder les municipales de 2026 en position de force.

Nous avons 4 circonscriptions sur la ville, toutes à droite depuis 2017 même si 2 d'entre elles (la 2e et la 3e) voient les forces de gauche faire de gros scores régulièrement (pour mémoire en 2017, NPG et moi avons fait 47% au second tour face au candidat PS devenu LREM qui a été élu et est aujourd'hui dans un groupuscule écolo) tandis que la 4e est à droite depuis toujours et la 1ère centriste depuis Collomb.

Les communistes, présents sur toute la ville, ont évidemment présenté 4 candidats, 2 hommes, 2 femmes mais, comme en 2017, ils l'ont fait en étant conscients que la construction du pacte

législatif, pouvait amener à retirer certains de ces candidats en cas d'union des forces de gauche. Du coup, ils ont priorisé une circonscription : la 3e.

Cette priorisation n'est pas récente : depuis plus d'un an, j'en ai parlé lors du CN de Marseille, nous travaillons une dynamique d'union avec des rendez-vous mensuels qu'on a appelé les « RDV du 15 », et où se retrouvent, avec les militants cocos, des élus municipaux issus d'une autre liste de gauche « Lyec », des militants PP, les militants locaux du PS, des militants associatifs et syndicaux... Cela a abouti à la volonté d'une campagne commune autour d'une dizaine d'engagements coécrits, partagés et portés par le candidat communiste qui fait consensus. A ce jour dans cette circonscription :

- la LFI n'a pas posé de candidat alors qu'elle en annonce sur les 3 autres (est-ce pour parachuter quelqu'un ou pour ouvrir des portes ?)
- le PS très faible à Lyon est prêt à ne pas en avoir non plus car les militants de la circonscription soutiennent le candidat communiste
- les Verts ont opté pour une candidate peu connue...
- GRS ne réclame pas cette circonscription car ils ont identifié que le candidat communiste y est légitime.

Bref, pour le Rhône, où tous les communistes de toutes les villes ont depuis des années annoncé leur volonté de « récupérer leur député » sur la 14e circonscription et de faire en sorte que Michèle Picard soit élue, les militants lyonnais souhaitent que la 3e circonscription soit aussi dans les radars lors des discussions nationales.

Ozer Ozturun – Val-de-Marne – *Non communiquée*

Pierre Lacaze – Haute-Garonne – *Non communiquée*

Françoise Brefort – Isère

Législatives

En Isère nous avons désigné très tôt nos chef·fes de file, porte-parole du PCF portant notre ambition dans les circonscriptions d'un pacte d'engagements communs pour construire une majorité politique de gauche comprenant le plus grand nombre de député·e·s communistes. Lors de ce même Conseil départemental, mandat a été donné à des camarades de travailler à un rassemblement type "printemps isérois", avec une définition des lignes rouges. Des mois plus tard, tout a été dit et mis entre les mains des membres du CD, pour redéfinir ensemble le mandat de discussion et les lignes rouges tout en tenant compte de la situation politique.

Il en va autrement ici au Conseil national. À plusieurs reprises, des camarades ont demandé à enfin disposer d'éléments concrets sur les circonscriptions concernées par les différentes négociations.

En effet, sans vision globale et précise, on ne peut raisonnablement rien évaluer.

31 circonscriptions sont ciblées, quel est le rapport de forces ?

Dans le même esprit, un compte-rendu régulier des négos me semble tout autant indispensable : avoir connaissance des circonscriptions qu'on demande et les circonscriptions demandées dans nos différentes rencontres.

Nos interlocuteurs disposent parfois d'informations qui concernent notre Parti que nous ignorons.

Comment valider un accord qui serait finalisé si on n'a pas connaissance de ce qui a été discuté avec les autres...

Congrès

Des camarades de l'Isère font remonter des questions quant à notre Congrès. Si je m'en tiens au planning voté pour celui qui devait avoir lieu en novembre 2021, nous devrions être en train de rédiger la base commune pour une validation début juillet, dépôt éventuel de

textes alternatifs un mois plus tard pour un vote des communistes pour le choix de base commune fin septembre. Nous ne pouvons à l'évidence pas tenir un tel calendrier. Il faudra bien que nous en discussions, car il nous revient de convoquer le Congrès, et qu'il se tienne dans de bonnes conditions.

Frédéric Giraud – Deux-Sèvres – *Non communiquée*

Sandra Blaise – Vosges

Tout d'abord je tiens à exprimer toute ma solidarité aux camarades qui subissent depuis plusieurs jours les attaques sur les locaux du Parti communiste mais aussi des attaques physiques sur des camarades qui doivent être condamnées fermement.

Sur les législatives au-delà des circonscriptions gagnables ou à conserver, il me semble que l'objectif est aussi de faire les meilleurs scores possibles de la gauche sur des contenus révolutionnaires y compris là où notre implantation n'est pas forte. Et à mon sens avec une belle dynamique de campagne le PCF peut y parvenir.

Dans les Vosges par exemple, les autres formations politiques sont affaiblies et même pour certaines inexistantes. Nous sommes les seuls aujourd'hui à faire et à appeler à des initiatives revendicatives et militantes. Le 17 mars seul le PCF était auprès des salariés dans le cortège vosgien, le même jour nous étions les seuls avec les aides à domicile en lutte.

Nous menons une campagne de terrain les camarades ne comptent pas leur temps. Tous les jours ils et elles sont aux porte à porte, sur les marchés, sur des collages d'affiches. Il y a une vraie dynamique de campagne pour la présidentielle, galvanisée par les interventions et meeting de notre candidat Fabien Roussel. Il nous faut garder ce bel engouement pour la campagne des législatives car nous pouvons renforcer le PCF, j'en veux pour preuve cette semaine encore un jeune lycéen de 17 ans est venu frapper à la porte de la fédération pour adhérer et mener la campagne dans son lycée et son village.

Maintenant en ce qui concerne les accords éventuels avec les autres forces politiques de gauche, la fédération des Vosges a fait la démarche du rassemblement, à ce jour seul GDS y a répondu favorablement, les autres soit ne répondent pas soit refusent toute optique de rassemblement.

Alors même si il n'y a pas d'enjeu de prise de place il y a des choses à gagner notamment sur la place du PCF en tant que 1ère force politique de gauche dans les Vosges (d'autant plus que FI part en ordre dispersé sur Épinal notamment). Nous laissons cependant la porte ouverte pour construire le rassemblement sur un pacte commun. C'est en ce sens que nous avons invité les forces de gauche le 27 mars lors de la présentation de nos chefs de file. Montrons un PCF rassembleur mais surtout mobilisateur autour de nos propositions.

Jean-Noël Aqua – Paris – *Non communiquée*

Jean-Marc Durand – Drôme

Tout d'abord une chose très importante. Avant les élections législatives, il y a le premier tour de l'élection présidentielle. Il ne faudrait pas que les discussions avec les autres forces politiques qui peuvent avoir lieu en ce moment sur les législatives, nous amènent finalement à enjamber ce premier tour si important pour directement passer au second. Cela semble au cas particulier être l'objet de la campagne engagée par LFI tant par le truchement de la lettre adressée à Pierre Lacaze et à nos député·e·s que par leurs multiples interventions sur les réseaux sociaux.

Mais cela n'est sans doute pas totalement absent de la démarche du parti socialiste qui après avoir refusé de nous rencontrer, a changé d'un coup d'attitude et se fait même pressant et exigeant pour obtenir un accord.

Avant de poursuivre sur cette question des législatives, je voudrais souligner mon accord avec les propos d'Igor dans son rapport d'ouverture signifiant qu'il s'agit à trois semaines de l'élection non pas de sortir de notre chapeau de nouveaux messages mais surtout d'amplifier les messages que nous portons depuis le début de la campagne. Je partage totalement cette vision des choses. Il nous

faut en effet approfondir nos propositions, c'est-à-dire en montrer la portée transformatrice et émancipatrice ainsi que leur cohérence qui constitue un vrai projet de société alternatif. C'est ainsi que nous donnerons à voir et à comprendre l'utilité de la candidature communiste. De ce point de vue, nous devons monter très fort sur la question centrale de l'emploi. L'emploi est au cœur de la bataille de classe dans la société actuelle. Car si nous y regardons de plus près, du travail, il y en a mais de l'emploi et qui plus est d'un emploi reconnu et bien rémunéré, plus de 6 millions de françaises et de français en sont privés. Nous disposons avec notre projet de sécurité d'emploi ou de formation d'un formidable moyen de porter l'originalité du programme communiste et de notre ambition pour le monde du travail mais plus globalement pour l'ensemble de la société. Et avec cela nous pouvons marquer et faire une différence notoire.

Pour en revenir aux législatives, nous devons pourvoir discuter avec l'ensemble des forces de gauche en vue d'accords qui permettraient à chacune de disposer d'une représentation à l'Assemblée Nationale. Mais attention, ne précipitons rien, pas d'empressement inutile qui pourrait se retourner contre nous. De ce point de vue la sagesse commande d'attendre le premier tour de la présidentielle sinon nous risquons de construire quelque chose de pas toujours compréhensible par les communistes et par les fédérations qui seraient quasiment mises devant le fait accompli. A ce propos, pour que les choses puissent avancer positivement, il y a besoin que la direction du parti que constitue le Conseil National, comme les fédérations d'ailleurs, soient pleinement informées du contenu des discussions en cours et de celui des accords proposés.

En cela, je partage et fais mienne la proposition avancée par Evelyne Ternant qui consisterait à lancer un appel au lendemain du premier tour de la présidentielle à l'ensemble des forces de gauche à la construction d'accords sur la base d'une dizaine de propositions vraiment identificatrices d'un projet de gauche et s'appuyant sur les points saillants portés dans notre campagne présidentielle.

Hadrien Bortot – Paris

Je suis très étonné de la teneur des débats et parfois de leur légèreté. La situation politique et sociale est grave - préoccupante pour notre Parti, mais aussi au-delà de nos intérêts partisans pour toutes celles, et tous ceux qui galèrent.

Il faut être un peu lucide sur notre campagne : nous ne décollons pas. Malgré la bonne campagne, l'implication d'une partie des militants, une couverture médiatique intéressante, nous restons scotchés à la hauteur ou juste au-dessus de notre score aux élections européennes.

Quand on regarde les enquêtes d'opinion un peu consistantes, on s'aperçoit que sur les cibles que nous avons identifiées comme prioritaires, les jeunes et les catégories populaires, c'est précisément là où nous sommes les plus faibles. Il s'agit de l'échec de notre stratégie de différenciation à gauche. Arrêtons les débats sans fin sur l'abandon des classes populaires par la gauche sociétale, sur le wokisme. Ils sont démobilisateurs et mortifères pour notre électorat comme pour nos militant.es. Il faut se recentrer sur les salaires, sur l'inflation pour tenter enfin d'être audibles.

À mon sens, nous sommes dans un piège, enserrés face à trois votes puissants qui se structurent aujourd'hui et qui risquent d'écraser tout le champ politique :

Un rassemblement des libéraux et des légitimistes autour de Macron.

LREM a élargi encore un peu plus son spectre électoral à gauche et à droite. Aujourd'hui, il capte une très grande partie de la droite libérale, mais également une bonne partie de l'électorat social-démocrate. Le Président Macron bénéficie à plein de sa position et des effets de la guerre sur les consciences.

Un vote utile à l'extrême droite qui voit la montée de Marine Le Pen dans les sondages pour qui la candidature Zemmour constitue un marchepied formidable tout comme la primaire de la droite et la dynamique Ciotti.

Ce duel annoncé va continuer de fracturer l'opinion et d'affaiblir la gauche. Le 10 avril, la première opposante à Macron sera très certainement Marine Le Pen. Un nouveau 2nd tour pour l'extrême droite n'est pas une chose anodine, je souscris à la proposition de Pierre Laurent, de travailler le plus tôt possible au discours sur ce second tour.

Enfin, il y a un autre vote utile qui se structure à gauche, autour de la candidature de Jean-Luc Mélenchon. Cet appel est puissant, dans notre électorat, chez nos sympathisant·e·s, et même chez nos militant·e·s. Pour le peuple de gauche il est peut-être encore plus fort qu'en 2017. Dans cette situation étouffante, oui il existe un trou de souris pour le candidat Mélenchon. Cet objectif peut devenir mobilisateur dans l'opinion.

Pour y répondre, on ne peut pas simplement s'arc-bouter sur notre candidature en renvoyant Mélenchon à sa défaite annoncée au second tour.

Cette situation n'est pas sans lien avec les élections législatives, il est temps d'apparaître comme la force qui prépare le rassemblement.

Pour les législatives, nous risquons d'être pris dans le même piège qu'à la présidentielle. La vague Macron aura très certainement lieu, l'extrême droite qui risque de rejouer un second tour aura pris le temps de sa recomposition et bénéficier de nouveaux hauts parleurs médiatiques.

Et nous, nous serons rendus responsables de l'élimination de la gauche dès le premier tour. Nous serons une cible d'autant plus facile s'il se confirme qu'un accord préférentiel est signé avec un Parti socialiste complément délégitimé.

Comment imaginer qu'il puisse s'agir d'une solution efficace quand il ne restera plus qu'aux insoumis à balayer ce qu'ils appelleront le vieux monde aux législatives ?

Il faut à mon sens et je conclus ainsi, être à l'offensive sur la question du rassemblement. Il faut traiter ce trou de souris qui existe effectivement pour la gauche à la présidentielle cela ne peut pas nous affaiblir. A minima tendre la main et enclencher un dialogue.

Pour les législatives, nous sommes totalement à l'heure. Saisissons-nous de cette correspondance entre notre parti et la FI qui semble aujourd'hui à sens unique.

Répondons et posons nos exigences, soyons ceux qui construisent à gauche et pas ceux qui divisent.

Dominique Boué – Indre

Dans l'Indre le PS demande une circonscription avec un parachutage du fils de Michel Sapin alors que la circonscription n'a aucun enjeu de gain.

Recentrer les discussions sur des accords sur les circonscriptions à enjeux avec des députés sortants ou gagnables à gauche... sinon on ne va pas s'en sortir.

De plus attention à des accords avec le seul PS.

Sur la lettre FI répondre que nous n'avons pas de soucis car leur exigences n'avaient pas lieu et discuter avec eux (s'ils le veulent bien sûr)."

Adrien Tiberti – Paris – *Non communiquée*

Pierric Annoot – Hauts-de-Seine

De nouveau, je n'ai rien compris à l'intervention de Pierre Lacaze. Nous ne pouvons pas travailler comme ça, « passe-moi le sel, je te passe le poivre ».

Nous commentons ce que proposent les autres forces politiques pour les législatives, mais nous, que proposons-nous ? Que portons-nous ?

Nous n'avons ni cap, ni orientation, pourtant les communistes ont voté en mai dernier pour un candidat communiste à la présidentielle et un pacte d'engagements communs aux législatives.

Dans cette résolution nous écrivions que nous porterions ce pacte en nous adressant publiquement à toutes les forces de gauche et du mouvement social.

Le PCF gagnerait à publier dès maintenant un appel solennel aux forces de gauche, prenant la mesure du danger de la situation et appelant à un large rassemblement pour les élections législatives.

La menace d'un second tour Macron/extrême droite se précise. Macron tombe peu à peu le masque et nous promet une guerre sociale terrible. Dans le même temps où les électeurs de gauche prennent conscience du danger et déterminent leur vote, je vois au sein de notre parti une forme de banalisation du danger de l'extrême droite au second tour ou encore de théorisation de cette fatalité.

Nous pouvons nous trouver dans un décalage complet vis-à-vis de nos électrices et nos électeurs qui de plus en plus vont se poser cette question : comment déjouer ce scénario ?

Cet appel à un pacte commun pour les législatives pourrait au minimum ne pas nous faire apparaître comme indifférent à cette préoccupation des électeurs. La base de départ pourrait être un accord avec toutes les forces de gauche sur le soutien de nos député·e·s sortant·e·s respectifs. Cette option semble écartée par notre responsable aux élections sans jamais que l'on ait un seul argument pour le justifier.

Comme Frédéric je pense qu'il ne faut pas perdre dès maintenant la bataille du 1er tour. Toutes les polémiques vis à vis de Mélenchon sont contre-productives, car incomprises et vues comme des querelles d'appareils.

Enfin, Fabien lors du meeting à Paris a évoqué la création d'un Conseil National de la République. Igor en parle dans le rapport. Je souhaite que nous ayons plus d'éléments sur le périmètre, les contenus et objectifs et que le CN soit en maîtrise. Il n'y a qu'une direction nationale du PCF, c'est notre Conseil National.